ASSEMBLÉE NATIONALE

20 juin 2019

RESTAURATION DE NOTRE-DAME DE PARIS - (N° 1980)

Rejeté

AMENDEMENT

N° AC20

présenté par

Mme Buffet, Mme Faucillon, Mme Bello, M. Brotherson, M. Bruneel, M. Chassaigne,
M. Dharréville, M. Dufrègne, M. Jumel, Mme Kéclard-Mondésir, M. Lecoq, M. Nilor, M. Peu,
M. Fabien Roussel, M. Serville et M. Wulfranc

ARTICLE 8

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les cosignataires saluent le travail du Sénat qui a permis d'améliorer sensiblement la composition du futur établissement public en le mettant sous tutelle du ministère de la Culture, comme un amendement du groupe GDR le demandait en première lecture, et en remettant en son coeur les spécialistes du patrimoine et les architectes. Ils saluent aussi la création d'un conseil scientifique et la suppression des mesures d'exception concernant l'âge du futur dirigeant.

Néanmoins, et malgré les amendements adoptés par le Sénat, les cosignataires continuent de juger inutile la création d'un nouvel établissement public, spécialement pour Notre-Dame. Il existe en effet déjà deux établissements publics à caractère administratif chargés notamment de la rénovation des monuments historiques, le centre des monuments nationaux et l'opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture. La création d'un nouvel établissement entraînera de nouveaux coûts, sans que l'on sache non plus quelle sera sa composition et sa structure.